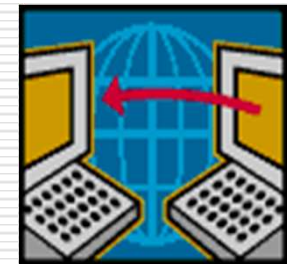
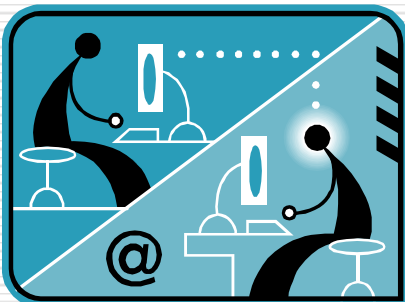


le cnam



C2i
niveau 1

C2i
Certificat Informatique
et Internet
Droit et déontologie



Joëlle Delacroix correspondant C2I Cnam

Il y a divers niveaux de réglementation

- ☐ Les règles de bonne conduite et de politesse : **la Netiquette**
- ☐ Les chartes de comportement : **les chartes**
- ☐ **Les lois françaises** réglementant, entre autres : la publication de propos délictueux (injure, diffamation ou apologies diverses), le respect de la propriété intellectuelle (reproduction, représentation), le droit à l'image d'une personne ...
- ☐ Les lois en relation avec le droit de l'informatique :
 - La **Loi informatique et liberté** qui protège les droits fondamentaux de l'homme, sa vie privée et ses libertés individuelles ou publiques
 - La **Loi pour la Confiance dans l'Economie Numérique** qui réglemente entre autres, le commerce électronique et la responsabilité des hébergeurs
 - La **Loi du Droit d'Auteur et Droits Voisins dans la Société de l'Information** qui vise à protéger le droit des auteurs

Charte et netetiquette

□ Une **charte** est un règlement intérieur à une organisation. Ce n'est pas un texte de loi mais un **guide du bon usage**.

Si vous utilisez les ressources informatiques et les réseaux de votre établissement, vous êtes soumis au respect de la charte d'utilisation et de bon comportement inhérente.

➤ La charte du cnam



The screenshot shows the le cnam website interface. At the top, there's a header with the le cnam logo and 'Centre d'enseignement de Paris'. Below this, a banner image shows a group of people. To the right of the image, text reads: 'Un parcours individualisé adapté à vos objectifs, à votre profil, et à vos disponibilités'. Below the banner, there are several navigation sections: 'Nos formations' (Nos formations, Emploi du temps, S'inscrire à Paris, Espace élèves, Nos autres prestations), 'Quinzaine des diplômes' (Le service information-orientation-formation vous invite au forum d'inscription aux diplômes sur dossier de sélection (licences professionnelles et masters 2), à partir du lundi 30 mai jusqu'au samedi 11 juin. Entrée libre: du lundi au vendredi de 10h à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 9h à 12h, à l'accès 5-salle autodocumentation. → Consultez la liste des licences professionnelles et masters 2 et préparez vos dossiers de candidatures!), 'Examens' (Organisation, calendrier, résultats, convocation...), 'Formation par internet' (Démarrer avec Plei@d, Foire aux questions Pleiad), 'Chartes et règlements' (Charte informatique, Règlement hygiène et sécurité), and 'A la une' (Validation des acquis, Réunion d'information. Durant ces réunions d'information collectives, des conseillers présenteront l'offre de formation du Cnam, le descriptif général de la VAE, le dispositif d'accompagnement au Cnam de Paris ainsi que les modes de financement envisageables. 10 juin 2011 | Paris: Saint-Martin/Conté). A search bar is located on the left side of the main content area.

□ La **Nétiquette** est l'**étiquette des réseaux**. C'est une charte définissant les règles de conduite et de politesse à respecter quand vous utilisez les services d'Internet.

■ Le document officiel définissant les règles de la Nétiquette est la RFC 1855

<http://tools.ietf.org/html/rfc1855>

■ Vous êtes pénalement responsable de tous propos délictueux (injure, diffamation, ...) déposé sur votre site.

Charte du Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) pour le bon usage de l'informatique et des réseaux

1. Domaine d'application

La présente charte s'applique à toute personne régulièrement inscrite au Cnam (ci-après l'utilisateur) qui utilise les ressources informatiques du Cnam, tant localement que par tout autre moyen de connexion. Elle est disponible sur le site internet du Cnam à l'adresse <http://www.cnam.fr>. La perte de la qualité d'utilisateur, évaluable ou dérivée entraîne la suppression de l'habilitation à utiliser les ressources informatiques du Cnam.

2. Mise en garde

Toute violation des règles contenues dans la présente charte expose le contrevenant à la suppression de son adresse électronique et de son espace de stockage et à l'interdiction d'accès aux salles informatiques du Cnam, nonobstant l'engagement d'une procédure disciplinaire à son encontre et la mise en cause de sa responsabilité civile ou pénale.

3. Accès au réseau

- 3.1 Chaque utilisateur reçoit, en contrepartie de la signature de la présente charte, un droit d'accès individuel (nom d'utilisateur, mot de passe, badge...) aux ressources informatiques du Cnam ;
- 3.2 Le droit d'accès est strictement nominatif, personnel et intransférable. Chaque utilisateur est responsable de l'utilisation qu'il en fait. L'utilisateur prévient l'administrateur de la Direction des Systèmes d'Information du Cnam s'il soupçonne la violation de son compte.
- 3.3 L'utilisation des ressources informatiques du Cnam a pour objet exclusif de mener des activités pédagogiques, d'enseignement, de recherche et exclut toute autre utilisation.

4. Les règles de bon usage

Chaque utilisateur s'engage à respecter les obligations légales et réglementaires liées à l'accès et à l'utilisation des ressources informatiques et notamment :

- 4.1 Respect des conditions d'accès aux ressources informatiques et aux locaux :
 - 4.1.1 Il est notamment interdit :
 - d'usurper l'identité d'autrui ou de s'approprier le mot de passe d'un autre utilisateur ;
 - de modifier, d'altérer, ou de copier des informations ne lui appartenant pas ;
 - d'accéder à des applications, des données autres que celles pour lesquelles il a reçu un droit d'accès ;
 - de se livrer à des actes de piratage.
 - 4.1.2 Tout utilisateur accepte de se plier aux contraintes particulières définies par les différents services du Cnam pour l'accès à leurs locaux et à leurs moyens informatiques, et à avoir un comportement civil et respectueux d'autrui.
- 4.2 Respect de l'intégrité du système et du matériel informatique :
 - Il est notamment interdit :
 - d'effectuer des opérations pouvant nuire au fonctionnement normal du réseau ;
 - d'introduire ou de modifier frauduleusement des données ;
 - d'installer des logiciels ou des utilitaires, même sur son compte ;
 - de contourner les restrictions d'utilisation d'un logiciel ;
 - d'effectuer des activités occupant les ressources informatiques du Cnam (stockage de gros fichiers) et d'envoyer des courriers en masse (Spam) ;
 - de détruire le matériel mis à disposition (PC, terminaux, imprimantes...).
- 4.3 Respect des règles de propriété intellectuelle
 - Il est notamment interdit :
 - d'effectuer la copie des logiciels disponibles sur le réseau ;
 - d'effectuer la copie d'œuvres protégées par le droit d'auteur.
- 4.4 Protection de la personne
 - 4.4.1 Protection de la dignité humaine
 - Il est notamment interdit :
 - de diffuser des textes ou des images susceptibles de porter atteinte à la représentation ou à l'intimité de la vie privée ;
 - de fabriquer, d'enregistrer ou de transmettre un message à caractère violent ou pornographique ou de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine.
 - 4.4.2 Respect du droit de la presse (loi du 29 juillet 1881)
 - Il est notamment interdit :

- de porter atteinte à l'intégrité de toute personne, à sa santé, notamment par l'intermédiaire de messages injurieux ou diffamatoires et d'images provocantes ;
- de diffuser des informations faisant l'apologie du racisme, des crimes contre l'humanité, de l'antisémitisme, du négationnisme, de la pornographie, de la pédophilie et de la xénophobie ;
- de diffuser des informations incitant aux crimes et aux délits.

4.4.3 Protection des libertés individuelles

Tout utilisateur souhaitant constituer un fichier intégrant des données à caractère personnel et tombant sous le coup de la loi Informatique et Libertés du 17 janvier 1978 doit au préalable s'affranchir de la procédure de déclaration auprès de la Cnil.

4.5 Règles relatives aux moyens de cryptologie

L'utilisateur ne peut utiliser sur le réseau du Cnam des moyens de cryptologie qui n'aient pas fait l'objet d'une autorisation préalable.

5. Contrôles, responsabilités et sanctions

- 5.1 La loi, les textes réglementaires et la présente charte définissent les droits et les obligations des utilisateurs.
- 5.2 Pour des raisons de maintenance et de gestion technique, la Direction des Systèmes d'Information se réserve le droit :
 - d'accéder sur le réseau qu'il administre aux informations nécessaires à des fins de diagnostic et d'administration du système en respectant scrupuleusement la confidentialité de ces informations ;
 - d'établir des procédures de surveillance de toutes les tâches exécutées sur les machines, afin de détecter les violations ou les tentatives de violation de la présente charte.
- 5.3 Le Cnam s'engage à respecter le secret de la correspondance.
- 5.4 Le Cnam se réserve le droit d'apprécier du respect par les utilisateurs des règles de bon usage décrites dans la présente charte.
- 5.5 Chaque utilisateur accède et utilise les ressources informatiques et le réseau, sous sa propre responsabilité.
- 5.6 Le non respect des règles et obligations définies dans les dispositions législatives et réglementaires et dans la présente charte ainsi que le non-siglement des tentatives de violation de son compte font encourir à l'utilisateur :
 - la suppression de son adresse électronique et de son espace de stockage et l'interdiction d'accès aux salles informatiques ;
 - des sanctions disciplinaires : le chef d'établissement a pleine autorité pour engager une procédure disciplinaire conformément aux dispositions du décret 92-657 du 13/07/92 relatif à la procédure disciplinaire dans les établissements publics d'enseignement supérieur placés sous la tutelle du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;
 - des sanctions pénales et civiles : des poursuites pénales et civiles prévues par les textes législatifs et réglementaires édictés ci-après peuvent être engagées à l'encontre de l'utilisateur.

6. Les références légales

- loi n°88-19 du 5 janvier 1988, ou Loi Odeffins, relative aux fraudes informatiques reprise par les articles 323-1 et suivants du code pénal
- Dans le code pénal :
 - articles 226-15 et suiv. relatifs au secret des correspondances
 - articles 226-1 et suiv. relatifs à l'atteinte à l'intimité de la vie privée
- loi du 29 juillet 1881 modifiée relative aux infractions de presse
- infractions au code de la Propriété intellectuelle
 - articles 335-2 et suiv. relatifs à la contrefaçon d'une œuvre de l'esprit
 - articles 521-4 relatif à la contrefaçon d'un dessin ou d'un modèle
 - articles 716-9 relatif à la contrefaçon de marque
- loi du 29 décembre 1990 relative aux règles de cryptologies

Je soussigné(e) NOM : Prénom : reconnais avoir pris connaissance de la présente charte du bon usage de l'informatique et des réseaux du Cnam. Je m'engage à prendre connaissance des consignes fournies par les administrateurs de la Direction des Systèmes de l'Information et à m'y conformer et à respecter la charte sous peine de m'exposer aux sanctions prévues. Je reconnais également avoir été informé(e) que des dispositions techniques ont été prises pour vérifier ponctuellement que l'usage du réseau est conforme aux règles énoncées dans la présente charte.

Date :

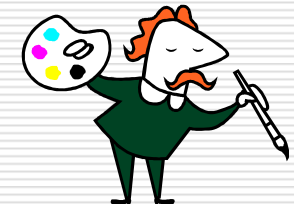
Signature de l'utilisateur :

- ❑ L'ensemble des activités qu'un usager réalise sur Internet contribuent à définir son **identité numérique**.
- ❑ **Cette identité se construit donc à partir de plusieurs éléments :**
 - ❑ les données personnelles associées à son ou ses profils ;
 - ❑ les informations qu'il publie sur le web ;
 - ❑ les informations que d'autres publient à son sujet ;
 - ❑ les traces qu'il laisse consciemment ou non.
- ❑ **Selon le contexte, l'usager peut utiliser des identifiants différents :**
 - ❑ les **identifiants professionnels** ou **institutionnels** créés par l'employeur et liés à l'activité professionnelle, permettant souvent d'accéder à un environnement numérique de travail ;
 - ❑ les **identifiants privés**, qu'ils soient créés à l'initiative de l'usager pour accéder à des services en ligne pour son usage personnel (réseau social, vente en ligne, messagerie, banque en ligne, fournisseur d'accès à internet, etc.) ou qu'ils lui soient donnés dans le cadre des services publics en ligne (déclaration des impôts en ligne, etc.).

- ❑ L'**authentification** est la procédure qui contrôle que les informations de connexion fournies (identifiant et mot de passe, empreintes digitales, etc.) sont correctes. On peut avoir besoin de s'authentifier pour accéder à un service ou une ressource spécifique.

- ❑ **Il est primordial de respecter certaines règles élémentaires :**
 - ❑ garder le **mot de passe secret** (ne pas le donner à une connaissance, ne pas le copier sur un agenda ou sur un post-it à côté de l'ordinateur, etc.) ;
 - ❑ choisir un **mot de passe complexe** composé d'au moins dix caractères combinant obligatoirement lettres minuscules, lettres majuscules, chiffres et symboles.

- ❑ L'**usurpation d'identité** est le fait de prendre délibérément l'identité d'une autre personne.
- ❑ **Conseils pour se prémunir d'une usurpation d'identité**
 - ❑ Ne jamais mémoriser un mot de passe sur un ordinateur qu'on n'est pas le seul à utiliser !
 - ❑ Détecter les tentatives de **hameçonnage** ou **phishing** : il s'agit de courriels semblant provenir d'une entité officielle (banque, service public, administrateur du réseau informatique, etc.) demandant l'identifiant et le mot de passe pour une raison quelconque.
- ❑ En savoir plus...
 - L'usurpation d'identité en questions, Fiche pratique de la CNIL
 - Les mots de passe, Note d'information du CERTA



Droits d'auteurs – règles générales

- Le droit d'auteur protège les **œuvres de l'esprit** (texte, musique, photographie, schéma, programme informatique ...) du seul fait de leur création. En France, le **droit d'auteur** se compose du droit moral et de droits patrimoniaux.
 - **Le droit moral** reconnaît la paternité de l'auteur et protège l'intégrité de l'œuvre. Ce droit est perpétuel.
 - **Les droits patrimoniaux** (droit de représentation et de reproduction) permettent à l'auteur (ou à ses héritiers) d'être rémunéré pour chaque utilisation de l'œuvre. Ces droits cessent 70 ans après la mort de l'auteur.
- Une œuvre tombe dans le **domaine public** à l'expiration des droits patrimoniaux. L'œuvre peut alors être utilisée librement à condition de respecter le droit moral de l'auteur (citation et intégrité).

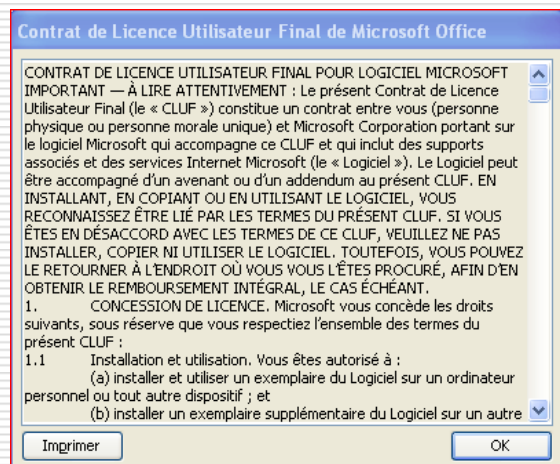
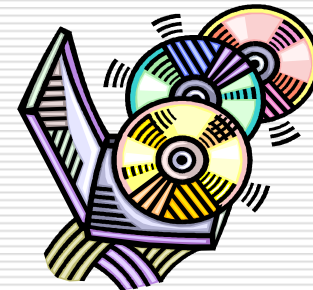


☐ Droits d'auteurs – le cas du logiciel

- ☐ En Europe, le Parlement européen s'est opposé aux brevets logiciels. Les logiciels fonctionnent donc selon les droits d'auteur, avec des licences.

- Logiciel libre : contrat qui autorise :

- ☐ La possibilité d'utiliser l'œuvre pour tous les usages
- ☐ La possibilité d'étudier l'œuvre
- ☐ La possibilité de redistribuer des copies de l'œuvre
- ☐ La possibilité de modifier l'œuvre et de publier ces modifications.



- ☐ Logiciels propriétaires qui n'autorisent pas la duplication, les modifications, ou l'utilisation, logiciel qui ne correspond pas aux critères définissant le logiciel libre. Ceci se matérialise par des limitations légales, matérielles, ou logicielles dans l'utilisation, la diffusion, la modification, ou l'évolution qui sont souvent encadrées par un contrat de licence utilisateur final (CLUF), nommé alors licence propriétaire.

❑ Les différents types de licence

- ❑ Un **gratuitiel** ou freeware est un logiciel libre ou propriétaire mis gratuitement à disposition.

- Par exemple, «*Acrobat reader*» est un logiciel propriétaire diffusé gratuitement et «*Writer*» d'OpenOffice.org est un logiciel libre diffusé gratuitement.

- ❑ Un **partagiciel** ou shareware est un logiciel propriétaire qui peut être utilisé gratuitement, en version complète ou partielle, pendant une durée déterminée. Après cette période de gratuité, l'utilisateur doit payer une contribution s'il veut continuer à l'utiliser le logiciel.

- Par exemple, «*Winrar*» (logiciel de compression de données)

- ❑ La **GNU GPL** (GNU General Public License) est une licence libre très utilisée imposant le copyleft (tout ce qui utilise des ressources libres, doit rester libre).

- ❑ La **GNU LGPL** (GNU Lesser General Public License) est une licence libre sans copyleft (on peut utiliser des ressources libres pour créer des ressources non libres)

- ❑ Certaines licences **Creative Commons**

- Dans certains cas, la licence libre peut imposer que toute copie ou oeuvre dérivée soit diffusée avec cette même licence. C'est ce qu'on appelle le **copyleft**.



☐ Licences **Creative Commons**

- ☐ Les licences Creative Commons constituent un ensemble de licences régissant les conditions de réutilisation et/ou de distribution d'œuvres (notamment d'œuvres multimédias diffusées sur Internet). Elles ont été publiées le 16 décembre 2002.

☐ Le système se base sur plusieurs paramètres binaires :

- **Paternité [BY] (Attribution)** : l'œuvre peut être librement utilisée, à la condition de l'attribuer à l'auteur en citant son nom.



- **Pas d'utilisation commerciale [NC] (Noncommercial)** : le titulaire de droits peut autoriser tous les types d'utilisation ou au contraire restreindre aux utilisations non commerciales (les utilisations commerciales restant soumises à son autorisation).



- **Pas de modification [ND] (NoDerivs)** : le titulaire de droits peut continuer à réserver la faculté de réaliser des œuvres de type dérivées ou au contraire autoriser à l'avance les modifications, traductions.



- **Partage des conditions initiales à l'identique [SA] (ShareAlike)** : le titulaire des droits peut autoriser à l'avance les modifications ; peut se superposer l'obligation (SA) pour les œuvres dites dérivées d'être proposées au public avec les mêmes libertés (sous les mêmes options Creative Commons) que l'œuvre originale.



- Paternité partage à l'identique :

- ☐ **partager** — reproduire, distribuer et communiquer l'oeuvre
- ☐ **remixer** — adapter l'œuvre, vous n'avez le droit de distribuer votre création que sous une licence identique ou similaire à celle-ci.
- ☐ d'utiliser cette œuvre à des fins commerciales

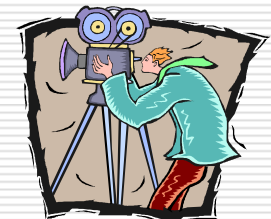
Droits à L'image

- ❑ Le **droit à l'image**, c'est le droit des individus à disposer de leur image. On ne peut exploiter la photographie d'une personne qu'**avec son accord**
- ❑ Exceptions
 - Personnage public dans l'exercice de leur fonction (journalisme/histoire)
 - Personne non identifiable (de dos ou dans une foule).



Les ressources d'internet

- ❑ Toute ressource venant d'internet est soumise aux respects des droits d'auteurs et de droits à l'image.



Loi Informatique et liberté

- La **loi informatique et libertés** n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés **réglemente le traitement de données à caractère personnel.**
- La CNIL (**C**ommission **N**ationale de l'**I**nformatique et des **L**ibertés) a été créée par cette loi (www.cnil.fr)
 - Sauf dérogation, tout fichier contenant des données personnelles doit être déclaré à la CNIL.
 - Toute personne a le droit de savoir si elle est fichée et, si oui, dans quel fichiers.
 - Toute personne peut s'opposer, pour un motif légitime, à sa présence dans un fichier.
 - Toute personne peut s'opposer, sans justification, à ce que les données la concernant soient utilisées à des fins de prospection, en particulier commerciale.
 - Toute personne peut vérifier l'exactitude des données détenues.
 - Toute personne peut rectifier les données la concernant.

➡ (droits d'accès, de rectification et d'opposition)

Exception faite pour de nombreux fichiers du secteur public : services fiscaux, police, justice, sécurité sociale

- La CNIL met à disposition des lettres des courriers types pour accéder à l'information, rectifier ou supprimer des informations personnelles. Sans réponse après 2 mois, il est possible de déposer une plainte à partir d'un simple formulaire disponible en ligne



- ❑ LCEN : La **Loi** pour la **Confiance** dans l'**Economie Numérique**, n°2004-575 du 21 juin 2004, abrégée sous les sigles **LCEN** ou **LEN**, est une loi française sur le **Droit de l'Internet** (responsabilité des hébergeurs, commerce électronique, publicité via le net)

- ❑ La loi **DADVSI** « **Droit d'Auteur et Droits Voisins** dans la **Société de l'Information** » est une loi française sur l'harmonisation de certains aspects du **droit d'auteur et des droits voisins** dans la société de l'information.
 - HADOPI (haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet)
L'Hadopi a pour missions :
 - ❑ de promouvoir le développement de l'offre légale et d'observer l'utilisation licite et illicite des œuvres sur Internet ;
 - ❑ de protéger les œuvres à l'égard des atteintes aux droits qui leur sont attachés ;
 - ❑ elle alerte ceux dont l'accès internet permet la circulation non autorisée d'œuvres protégées par un droit d'auteur. Elle peut transmettre à la justice les cas des abonnés qui restent négligents, malgré deux recommandations successives.
 - Riposte graduée : envoi de courriel, envoi de lettres recommandées, suspension de l'abonnement internet

Pour conclure

- Pour s'entraîner de façon récréative :
<http://eduscol.education.fr/data/legajeu/legajeu2/legajeu2.html>

